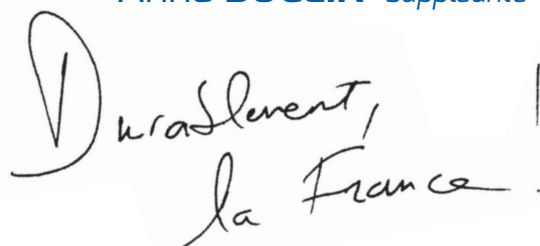




PATRICK GRANGE

CANDIDAT

8^{ème} CIRCONSCRIPTION DU VAL-DE-MARNEAnne **BUCLIN** *Suppléante*


Madame, Monsieur,

Mauritien depuis 2002, officier de réserve, marié et père de deux enfants, j'ai 42 ans et je suis diplômé de l'IEP Lyon et de la Société Française des Analystes Financiers. Je conserve de mes origines de l'Yonne et d'une petite ville du Morvan où j'ai été conseiller municipal, le goût d'une France réconciliée, urbaine et rurale. Je sollicite à présent votre confiance pour un contrat de cinq ans. J'ai choisi à mes côtés **Anne BUCLIN**, 48 ans, comme suppléante, joinvillaise depuis 2000, mariée et mère de 3 enfants, cadre du secteur privé, spécialisée dans la protection sociale et la retraite complémentaire.

N'ayant à ce jour aucun autre mandat, **candidat de la société civile, du centre et du centre-droit**, je consacrerai **100 % de mon temps** à ce premier mandat de parlementaire et quitterai toute fonction professionnelle.

Je vous dois cette exigence !

Entrepreneur, acteur engagé de la transition énergétique, spécialisé dans le transport fluvial, je me mobilise pour réconcilier innovation, économie et emploi sur les territoires. Grâce à ses atouts environnementaux, j'ai à cœur de développer le Val-de-Marne - situé à la confluence des fleuves de la Marne et de la Seine - comme axe de décongestion des transports urbains.

**Je m'engage à agir
pour le développement durable de notre pays !**

Vous aspirez à ce que la pratique politique se renove. Elle doit être une volonté forte d'engagement au

service des citoyens. Vos attentes m'obligent à des résultats : écoute, propositions de lois, contrôle de l'action du gouvernement... Je m'engage à vous faire part régulièrement de mes positions et résultats en maintenant le dialogue avec vous.

Je vous dois cette exemplarité !

Vous avez exprimé l'envie de changement et de rassemblement des énergies. Parrainé par de nombreux électeurs de la circonscription, soutenu par les mouvements Les Indépendants, Nous Citoyens et le Parti Libéral Démocrate, je m'inscris à la fois dans la ligne du très actif député Jean-Christophe Fromantin, Président d'ExpoFrance 2025, et celle de cette communauté d'actions et d'idées au service de la France.

Je m'engagerai de toutes mes forces à soutenir les projets de lois qui redonnent confiance à la France et aux Français, remettant au centre la compétitivité des entreprises et la création d'emplois, avec une ambition de régénération pour l'Europe. Je resterai déterminé et vigilant afin de permettre aux plus fragiles d'être aussi acteurs de ce monde qui change.

Je vous dois cette vigilance !

Entre une logique partisane d'obstruction systématique et celle d'une majorité aux ordres, **je représente une troisième voie constructive et indépendante qui veillera notamment aux sujets trop oubliés : famille, logement, artisanat, handicap et dépendance.**

QUELQUES MESURES DE MON ENGAGEMENT

SOUTENIR CELLES ET CEUX QUI NOUS PROTÈGENT

- Grand emprunt national citoyen défiscalisé sur la sécurité intérieure afin de mieux rémunérer nos forces de police et gendarmerie et de renforcer leurs moyens d'action,
- Création de 10 000 places de prison et de centres de détention spécifiques pour les plus jeunes et les peines les plus courtes.

RÉNOVER LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'APPRENTISSAGE POUR LE GRAND NOMBRE

- Refonte du compte personnel d'activité (CPA) en euros (actuellement en heures), pour tout projet personnel et professionnel,
- Rapprocher la formation professionnelle et l'apprentissage des besoins de l'entreprise et des besoins de reconversion de tout actif (simplification des circuits de financement). Concentration de l'apprentissage sur le public jeune et peu qualifié.

SOUTENIR L'EMPLOI ET UNE FISCALITÉ ADAPTÉE

- Retour à la défiscalisation des heures supplémentaires et dégressivité des cotisations patronales de 35h à 39h, ouverture du «forfait jours» aux TPE,
- Baisse de l'impôt sur le revenu des particuliers de 10%, réduction du taux d'impôts pour les TPE/PME, taxe forfaitaire sur les revenus du capital (30%)
- Réduction fiscale de 50% pour tout investissement dans le capital d'une TPE/PME,

- Exonération totale des cotisations patronales au niveau SMIC pour s'annuler progressivement à 1,6 SMIC, exonération totale pendant 2 ans pour le recrutement d'un chômeur de longue durée.

MAINTENIR UNE FRANCE EN BONNE SANTÉ

- Création de Zones de Revitalisation médicale (ZRM),
- Numerus clausus régionalisé en adéquation avec les besoins des territoires.

MIEUX PROTÉGER ET RÉMUNÉRER NOS AGRICULTEURS, ENTREPRENEURS DU VIVANT !

- Développement d'un mécénat environnemental défiscalisé d'entreprise et de particuliers qui alloue un budget confié à un agriculteur pour un projet d'agroforesterie, permaculture, circuits courts, agriculture biologique,
- Construction d'outils de gestion assurantiels et fiscaux pour couvrir les aléas et la volatilité des prix sur les marchés mondiaux,

RÉUSSIR LE PARCOURS SCOLAIRE POUR TOUS NOS ENFANTS

- Accompagnement renforcé dès le primaire avec une refonte de l'aide pédagogique complémentaire (ACP) aujourd'hui peu efficace : pilotage par un enseignant à tour de rôle, mieux rémunéré, accompagné par des bénévoles ayant un statut de «bénévole des services publics» (accès à la formation et de bonification retraite).

- Création de classes spécialisées par handicap pour les enfants concernés (modèle belge).

VALORISER LA MOBILITÉ DURABLE

- TVA réduite et application systématique du sur-amortissement fiscal pour l'acquisition de produits contribuant à la transition énergétique,
- Lancement d'un Grand Plan National Gvert et Hydrogène pour réduire les émissions polluantes du transport routier.

FAIRE PLUS POUR LE HANDICAP, LA DÉPENDANCE ET LA FAMILLE

- Part fiscale supplémentaire aux familles ayant un enfant en situation de handicap,
- Faire de la dépendance une grande cause nationale en incluant son financement au travers des contrats d'assurance multirisques habitation,
- Relèvement du plafond du quotient familial.

FAIRE DU LOGEMENT UNE GRANDE CAUSE NATIONALE

- Faciliter l'accès à la propriété pour les jeunes célibataires ou en couple avec une TVA à 10% et un «crédit premier logement»,
- Incitation aux bailleurs pour permettre la «location-accession», au travers d'un «droit à acquérir son logement social»,
- Réforme de la base de calcul de la taxe d'habitation et non sa suppression pour éviter toute hausse fiscale supplémentaire sur les ménages.